

BELGIQUE

Grève dans l'Enseignement cette semaine : les fédérations d'associations de parents soutiennent



© BELGA - ERIC LALMAND

Accueil Info **BELGIQUE****INFO** Par [Jean-François Noulet](#) avec des interviews de M. Sirlereau

À partir de ce lundi 7 avril et jusqu'au vendredi 11 avril, les syndicats du secteur de l'enseignement organisent une grève tournante, en Wallonie et à Bruxelles. Lundi, par exemple, les enseignants des provinces de Liège et de Luxembourg sont appelés à se mettre en grève.

Le front commun des syndicats de l'enseignement s'oppose aux mesures d'économie décidées dans l'enseignement qualifiant ainsi qu'à la réforme du statut des enseignants envisagée par le gouvernement MR-Engagés de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Du côté des fédérations d'associations de parents, l'heure semble plutôt à la compréhension vis-à-vis de ces grèves.

"Globalement, les parents sont très soutenant par rapport aux grèves des enseignants"

Premier son de cloche, celui de la Fapeo, la Fédération des Parents et des Associations de Parents de l'Enseignement Officiel. *"Je pense que les parents eux-mêmes sont inquiets avec ce qui se passe, notamment dans le qualifiant et les mesures qui ont été prises de*

manière très rapide", explique Véronique de Thier, codirectrice de la Fapeo. "Les parents, globalement, sont très soutenant par rapport aux grèves des enseignants", ajoute-t-elle. "On a plutôt des réactions d'associations de parents qui nous demandent comment est-ce qu'on peut les soutenir, même des associations de parents qui nous demandent est-ce qu'on peut faire les piquets avec eux", poursuit Véronique de Thier.

En point de mire, la réforme de l'enseignement qualifiant. *"Elle aurait dû être préparée de manière bien plus longue afin de prévenir ces jeunes, de les informer, de leur donner le parcours possible, aussi en tenant compte des aspects mobilité", estime Véronique de Thier. C'est plus les modalités de la réforme que son fond qui pose question. "Surtout la rapidité avec laquelle la mesure a été prise et le fait qu'on n'a pas prévu, informé correctement les jeunes et les parents", précise la codirectrice de la Fapeo.*

"On peut être solidaire sur les revendications des enseignants et d'ailleurs, les syndicats ont d'autres revendications qui rejoignent les nôtres", dit-on à la Fapeo. Un point en particulier interpelle cette fédération, c'est la poursuite du tronc commun, initialement prévu pour s'étendre jusqu'à, y compris, la troisième secondaire. [L'opportunité d'arrêter cette réforme à la deuxième secondaire est en tout cas questionnée par la ministre Glatigny.](#)

"Il faut vraiment poursuivre cette réforme qui a un fondement", plaide Véronique de Thier. "Elle se base sur le constat des inégalités en Fédération Wallonie-Bruxelles", poursuit-elle. "Le tronc commun, c'est une formation commune à tous les élèves jusqu'en troisième pour travailler sur la question de l'orientation positive et pas par relégation", ajoute-t-elle. "Il n'est pas question pour nous de revenir l'abandonner ou de revenir en arrière à nouveau vers des orientations forcées des élèves suite à des échecs scolaires dans des filières qu'ils n'auraient pas choisies", précise-t-elle.

Il faut qu'on retrouve de la sérénité

Actuellement, le tronc commun concerne tous les élèves jusqu'à la 5e primaire. Les élèves actuellement en 5e primaire devront être fixés sur l'avenir du tronc commun en secondaire avant la rentrée 2026, estime-t-on à la Fapeo. *"Il faut qu'à ce moment-là on sache quel est le parcours post-tronc commun parce que pour pouvoir travailler sur la question de l'orientation, il est évident que si on ne sait pas vers quoi on va s'orienter, c'est compliqué", estime Véronique de Thier.*

Rappelons que la ministre Glatigny prévoit de rassembler les acteurs de l'enseignement prochainement pour faire le point sur la mise en œuvre du Pacte pour un enseignement d'excellence. *"Il faut qu'on retrouve de la sérénité", explique-t-on à la Fapeo.*

"Evidemment on a des inflexions de la déclaration de politique communautaire, c'est la démocratie, on a un nouveau gouvernement, donc il faut aussi en tenir compte", rappelle-t-on. "Mais il faut retrouver de la sérénité parce que personne, pour le moment, ne se sent bien dans l'enseignement ni les élèves, ni les ni les enseignants, ni les parents qui sont derrière leurs enfants", conclut Véronique de Thier.

Garder sur les rails le Pacte tel que prévu en 2017

Du côté de l'Ufapec, l'Union Francophone des Associations de Parents de l'Enseignement Catholique, la grève tournante organisée cette semaine pose quelques questions pratiques. "Quel sera l'impact sur nos enfants de ces grèves ?", se demande Bernard Hubien, Secrétaire-général de l'Ufapec. Il se demande si les enfants vont pouvoir être accueillis dans les écoles ou pas. "L'accueil doit être assuré" rappelle Bernard Hubien pour qui "il faut vraiment que les écoles soient clairement dans leur rôle et dans le respect de leurs obligations",

À l'Ufapec, on dit cependant comprendre certaines inquiétudes des enseignants. "Certaines inquiétudes sont tout à fait compréhensibles, notamment quand même le fait qu'il y a beaucoup de flou dans ce qui est annoncé par la ministre et que le flou n'aide pas à se rassurer", explique Bernard Hubien, Secrétaire-général de l'Ufapec.

Par contre, on a plus de mal à comprendre les inquiétudes qu'auraient des enseignants par rapport à la poursuite du tronc commun. Bernard Hubien souligne le constat d'échec de l'organisation de l'enseignement avant la mise en œuvre du tronc commun, "un système scolaire qui conduit beaucoup trop de jeunes à l'échec et dans des filières qu'ils n'ont pas choisies, qui conduit trop de jeunes au décrochage et à la sortie du système sans aucune qualification ou certification". Et de rappeler la "refondation du système", prévue par le Pacte pour un enseignement d'excellence.

À l'Ufapec, on souligne "la cohérence d'ensemble" des référentiels qui ont été conçus dans le cadre de la réforme du tronc commun de la première primaire à la troisième secondaire. "Donc faire une pause sur la dernière année (ndlr, la troisième secondaire), ça veut dire quoi ? Cela veut dire qu'on va devoir réécrire des référentiels pour que cette cohérence soit récupérée ?", interroge Bernard Hubien pour qui "ce n'est pas envisageable".

Il faut aller au bout du tronc commun

"Beaucoup d'enseignants et le collège des directeurs, c'est-à-dire l'ensemble des directions de l'enseignement catholique au niveau primaire, ont écrit qu'il faut aller au bout du tronc commun", rappelle Bernard Hubien. "Ils le mettent en pratique et voient les effets que cela produit déjà, notamment quant à l'accompagnement des élèves en difficulté", note-t-il.

Quant à la réforme du qualifiant qui dirigerait une série d'élèves vers l'enseignement pour adultes, l'Ufapec est aussi sceptique. "De l'aveu même des responsables de l'enseignement pour adultes, ils ne sont pas prêts à encadrer des élèves qui sortent de l'enseignement obligatoire", explique Bernard Hubien.

Ce dernier pointe des problèmes pour les jeunes qui découvrent qu'ils ne pourront pas poursuivre dans la filière sur laquelle ils comptaient. "Deuxièmement, cela va entraîner des coûts importants, des coûts dans les trajets à devoir faire pour rejoindre les autres lieux, mais aussi des coûts d'inscription", explique Bernard Hubien.

"Renseignements pris auprès de la responsable de l'enseignement pour adultes, le secrétaire général de l'enseignement catholique, ce sera un minimum de 256 € sur

Grève dans l'Enseignement cette semaine : les fédérations d'associations de parents soutiennent - RTBF Actus
l'année", poursuit Bernard Hubien. "Il faudra les sortir et on sait bien que les jeunes qui sont dans ces filières sont globalement issus de familles moins favorisées", ajoute le responsable de la Fapeo.

La Fapeo rappelle la nécessité, selon elle, de mettre en place *"dans sa totalité"* le Pacte pour un enseignement d'excellence, *"tel que c'était prévue en 2017". "Il ne faudrait pas que des considérations budgétaires, même s'il faut qu'elles soient présentes du côté du gouvernement, en viennent à faire capoter cette réforme qui a commencé il y a dix ans", conclut Bernard Hubien.*

Sur le même sujet :**extrait Matin Première (07/04/2025)**

POLITIQUE
Roland LAHAYE, secrétaire...
"Cette réforme est une réforme qui ne..."

Ce contenu est uniquement disponible sur Auvio

Aller sur Auvio

Tous les sujets de l'article

- Belgique
- Info
- Régions
- Politique
- Education
- Fédération Wallonie-Bruxelles
- Grève
- Valérie Glatigny
- Enseignement

SUR LE MÊME SUJET



EDUCATION

Grève dans l'enseignement : les enseignants de la promotion sociale également inquiets des mesures de la Fédération Wallonie-Bruxelles

hier à 12:50 • 1 min



L'INFO DE LA PREMIÈRE

Grève dans l'Enseignement : "Ce que nous attendons, c'est une véritable négociation", souhaite Roland Lahaye (CSC), sans exclure la poursuite des actions

07 avr. 2025 à 09:19 • 3 min



POLITIQUE

Réforme du tronc commun : "Je ne souhaite plus assumer de pertes d'emplois", confie la ministre de l'Enseignement Valérie Glatigny

12 mars 2025 à 10:03 • 5 min



BELGIQUE

Enseignement : réforme du tronc commun jusqu'à la 3e secondaire, stop ou encore ?

11 mars 2025 à 14:52 • 2 min



POLITIQUE

Enseignement : "Il faut pouvoir prendre la mesure de ce train infernal de réformes", déclare Valérie Glatigny pour justifier le gel du tronc commun

08 févr. 2025 à 15:56 • 4 min

ARTICLES RECOMMANDÉS POUR VOUS

VIVACITÉ

Débat : grève dans l'enseignement, les profs sont en colère... et vous aussi ?

07 avr. 2025 à 13:06 • 18 min

L'INFO DE LA PREMIÈRE

Grève dans l'Enseignement : "Ce que nous attendons, c'est une véritable négociation", souhaite Roland Lahaye (CSC), sans exclure la poursuite des actions

07 avr. 2025 à 09:19 • 3 min

BELGIQUE

Enseignement : dès ce lundi 7 avril, une semaine de grève tournante jusqu'au 11 avril

05 avr. 2025 à 17:15 • 3 min

BELGIQUE

Enseignement : les syndicats lancent un "mercredi noir" dans les écoles, pour protester contre les mesures d'économies

14 janv. 2025 à 16:58 • 2 min